Assurance-chômage--Loi

En plus de ces initiatives dans le domaine de la formation, nous faisons également en sorte que la Loi sur l'assurance-chômage reflète les réalités du monde d'aujourd'hui. Il s'agit, en fait, de respecter le principe de l'équité et la Charte des droits et libertés. C'est pourquoi nous proposons les changements importants suivants: Le versement de prestations de maternité pendant 15 semaines pendant la période de naissance de l'enfant; le versement aux parents naturels ou adoptifs de 10 semaines de prestations parentales, pouvant être partagées par la mère ou le père, afin de s'assurer que les prestataires peuvent retirer les prestations de maternité, de paternité et de maladie pour un maximum de 30 semaines; et le versements de prestations d'assurance-chômage à ceux qui décident de prendre leur retraite après l'âge de 65 ans.

C'est encore là une réalité au Canada. Bien des gens de 65 ans ont encore bien des années de vie productive devant eux et ne veulent pas rester à ne rien faire. Beaucoup d'entre nous connaissent des voisins et des amis qui atteignent l'âge de 65 ans. En vertu de la politique de leur société, ils doivent prendre leur retraite et se retrouvent alors sans rien à faire. Certains deviennent des experts-conseils. En fait, j'ai regardé l'autre soir une émission durant laquelle un homme de 92 ans était interviewé par une jeune femme. Elle se demandait ce qu'il faisait à 92 ans. Il a déclaré, je suis un expert-conseil. Elle lui a demandé ensuite qui consultait un homme de 92 ans, et il lui a donné une liste d'entreprises qui figurent toutes dans le *Fortune 500*. Elle a voulu savoir combien il demandait de l'heure. Il lui a répondu 1 500\$, et elle lui a dit alors qu'il ne devait pas avoir beaucoup de preneurs à 1 500\$ l'heure. Ce sur quoi il lui a dit, «ma chère, j'ai assez de travail devant moi pour continuer jusqu'à l'âge de 108 ans». Je me suis levé et j'ai applaudi, car c'est le genre d'expérience qui montre qu'il y a des gens qui peuvent être encore productifs dans notre société et qu'on devrait continuer à profiter de leurs services.

Nous apportons ces modifications à l'assurance-chômage, car la société canadienne évolue. Les hommes et les femmes veulent maintenant être des partenaires égaux au foyer et au travail. Il nous incombe de faire en sorte que le programme d'assurance-chômage soit conforme à cette nouvelle réalité. Nous avons également envers les Canadiens le devoir de veiller à ce que le régime d'assurance-chômage soit efficace et économique, et ne comporte pas d'incitation à ne pas travailler. En partie, nous voulons pouvoir financer certaines de ces améliorations en prolongeant la période ouvrant droit aux prestations d'assurance-chômage dans les régions où le chômage est peu élevé, et nous proposons d'accroître les pénalités pour ceux qui quittent leur emploi sans

raison valable ou qui touchent frauduleusement des prestations. Il existe une importante économie au noir dans notre pays et, en fait, dans tous les pays occidentaux. Nous voulons voir ces gens réintégrer la masse ordinaire des contribuables.

• (1630)

Il faudrait faire remarquer que lorsque la Nouvelle-Zélande a adopté un régime de taxe sur la valeur ajoutée, elle a découvert 225 000 personnes de plus exerçant une activité lucrative qu'avant l'instauration de ce régime fiscal. Pour obtenir le crédit de taxe, elles devaient se faire inscrire. C'est ainsi qu'on a découvert qu'il y avait en Nouvelle-Zélande 225 000 entreprises au noir en exploitation à l'insu de l'État.

Je ne veux pas dire qu'il y en a autant ici, mais il y en a un nombre considérable, dont nous connaissons tous l'existence sans vouloir l'admettre. Nous avons pour but de renforcer le régime d'assurance-chômage de sorte qu'il serve véritablement de filet de sécurité pour les travailleurs qui en ont besoin, surtout dans les régions qui ne participent pas à l'économie en croissance rapide. Ne rien faire de plus en leur faveur représenterait un aveu de défaite pour des milliers de chômeurs canadiens qui veulent désespérément travailler.

L'un des groupes défavorisés les plus importants dans notre économie est celui des mères célibataires. Elles sont prises au piège de l'assistance sociale, vivant dans un logement subventionné et comptant sur le chèque mensuel pour tenir le coup.

Beaucoup de mères seules sont venues à mon bureau, et il n'y a pas une seule d'entre elles qui ne veuille pas travailler. Elles veulent un emploi productif et elles veulent apporter leur contribution à la société, mais elles n'ont pas les compétences nécessaires. Elles ne veulent pas dépendre de l'aide sociale.

Beaucoup de mères seules à qui on demande si elles peuvent aller à l'école pour suivre un certain cours disent qu'elles ne peuvent pas parce qu'elles n'ont pas de moyen de transport ou ne peuvent pas payer pour faire garder leurs enfants. Notre gouvernement fournira des fonds pour les services de garde et le transport afin que ces personnes puissent acquérir les compétences dont elles ont besoin pour pouvoir trouver un emploi productif dans notre société et bénéficier de certains des avantages que nous avons dans notre pays. Elles ne veulent pas rester prisonnières de l'aide sociale, et il nous incombe de faire tout ce que nous pouvons pour les aider. C'est à nous qu'il incombe de sensibiliser les Canadiens à la nécessité de former notre main-d'œuvre, avec l'aide du gouvernement qui doit encourager le secteur privé à contribuer davantage au perfectionnement des compétences.